

Renfloué par le rejet du sarkozysme aux élections municipales et cantonales, le Parti socialiste ressemble à un gros cargo couvert de conteneurs bourrés de marchandises, mais sans cap ni capitaine. Les socialistes sont puissants, ils gèrent la plus grande part des collectivités territoriales, ils peuvent bloquer la réforme des institutions engagée par la majorité, mais où vont-ils ? Où proposent-ils d'emmener le pays ?

Certes, ils ont du temps pour préciser leurs idées et leur programme, pour s'entendre sur le choix de leurs dirigeants et pour définir un calendrier et une méthode de désignation de leur candidat à l'élection présidentielle de 2012. Rien ne les presse. Ils ont pu réécrire tranquillement leur "*déclaration de principes*", document de référence auquel personne ne se réfère jamais et qui a pour vocation de dormir dans le tabernacle pendant que les fidèles vaquent à leurs affaires.

En réalité, la déclaration de principes n'a d'importance qu'au moment où on la rédige. Le texte proposé par la commission qu'a dirigée Alain Bergounioux, membre du secrétariat national du PS et historien de la social-démocratie, doit être adopté par une convention nationale qui se réunira en juin. C'est l'occasion de savoir ce que pensent les socialistes, puisque tous les courants du parti ont approuvé ce texte, à l'exception de Jean-Luc Mélenchon, qui s'est abstenu. Ont-ils enfin réduit la distance qui sépare les idées dont ils se réclament de la réalité de leur action quand ils ont été au pouvoir, quinze ans au total, entre 1981 et 2002 ?

Trop peu, trop tard : tel est l'avis du politologue Gérard Grunberg, coauteur de plusieurs ouvrages sur le PS avec Alain Bergounioux, et de son confère Laurent Bouvet, qui compare le texte à "*la fameuse ligne Maginot, dépassée avant même d'avoir servi*" (voir son analyse sur le site Telos-eu.com). "*C'est un apurement des comptes du passé*", estime Grunberg, doutant que cette déclaration puisse éclairer la route des socialistes et la lanterne des électeurs. "*Les socialistes se déclarent partisans de l'économie de marché, mais ils disent tellement de mal du capitalisme qu'on se demande pourquoi*", observe-t-il.

Un pas en avant, deux pas en arrière. Entre la version donnée au *Monde*, publiée dans l'édition du 22 avril, et celle mise en ligne sur le site du PS, le bureau national est allé rechercher, dans le ballot de vieilles fripes promises à Emmaüs, rien moins que les nationalisations. Le "*secteur public*" s'est glissé, à l'article 6, entre le "*secteur privé dynamique*" et les "*services publics de qualité*". Ceux-ci peuvent être assurés par des entreprises partiellement ou totalement détenues par des investisseurs privés, tandis que le "*secteur public*" appartient à l'Etat. On a eu peur !

Bien sûr, le PS a toujours affiché de grandes ambitions révolutionnaires, dans ses congrès, et gouverné tant bien que mal, au centre gauche, quand il a accédé au pouvoir. Mais, d'abord, il est arrivé plusieurs fois, en 1936, en 1945, en 1981, que le PS applique son programme de changement économique et social. Ensuite, l'expérience des dernières années a montré qu'en entretenant l'espoir d'une "*transformation sociale radicale*", dans une période historique qui ne permet que des ajustements à la marge, il suscite lui-même la déception que ses adversaires exploitent contre lui.

Mais peut-être ne faut-il voir, dans cette déclaration de principes, qu'une étape dans les grandes manoeuvres du congrès à venir en novembre. En affichant leur volonté de "*rassembler toutes les cultures de la gauche*", les dirigeants du PS dessinent un front commun contre Ségolène Royal, qui veut rassembler au-delà de la gauche.